SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 15 MAI 1876.

**Rapport de la Commission de la Justice, chargée
d'examiner le Projet de Loi concernant le port
des armes de guerre.**

(Voir les N° 61 et 134 de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. VAN OVERLOOP, FR. DOLEZ, DE WANDRE, le BARON D'ANETHAN,
Président-Rapporteur.

MESSIEURS,

Le nombre considérable de fusils récemment vendus à vil prix dans le pays a fait naître des craintes relativement aux motifs de ces acquisitions et à l'usage qui pourrait être fait de ces armes.

Cette situation a éveillé l'attention du Gouvernement, et une interpellation lui a été adressée à ce sujet à la Chambre des Représentants.

D'après la législation actuelle, il n'y a de puni que le port des armes prohibées (art. 317 du Code pénal) et le port des autres armes sans permis, mais accompagné du fait de chasse (décret du 4 mars 1812). La loi qui nous est soumise a pour but de punir celui qui sera trouvé porteur d'une arme de guerre, sans motif légitime ou sans une autorisation légale.

Le port d'une arme quelconque peut, évidemment, présenter un certain danger dans les mains de celui qui veut en faire un mauvais usage; pour conjurer ce danger d'une manière complète, il faudrait donc prohiber le port des armes de toute nature et même de tout objet pouvant en tenir lieu; mais ce seraient là des restrictions à la liberté dont l'expérience n'a pas fait sentir le besoin, et qui auraient même des inconvénients graves au point de vue de la sécurité des personnes; aussi on n'aurait pas songé à limiter la liberté naturelle de porter des armes, si une situation nouvelle n'avait fait croire à la nécessité de nouvelles mesures de précaution, consistant à punir le port d'une certaine catégorie d'armes répandues dans le pays en quantité telle que des inquiétudes en ont surgi.

La multiplicité de ces armes, la facilité de les acquérir peuvent seules expliquer pourquoi le port en est frappé de pénalités, alors que le port d'autres armes à feu offrant tout autant de dangers, reste impuni et licite.

D'autres mesures de précaution ont été indiquées. Les uns demandaient la prohibition absolue de posséder de semblables armes, d'autres demandaient un impôt qui en frappât la simple possession.

Ces deux mesures présentaient d'abord l'inconvénient de nécessiter des visites domiciliaires toujours vexatoires; ensuite, la première de ces mesures enlevait, sans nécessité, des moyens légitimes de défense dans l'intérieur des habitations, et la seconde, rendant légitime par le paiement de l'impôt la possession des armes, donnait le droit d'en être porteur, ce qu'il était justement de l'intérêt public d'empêcher.

Votre Commission, admettant les motifs donnés à la Section centrale de la Chambre pour repousser les propositions, adopte l'article tel qu'il est proposé.

Le port d'une arme de guerre n'est, du reste, pas prohibé d'une manière absolue; le porteur est exempt de peine s'il peut alléguer des motifs légitimes, ou s'il a obtenu une autorisation légale. Il peut en effet exister des circonstances qui justifient pleinement le port et l'usage de ces armes; le Ministre de la Justice en a cité une: la poursuite d'un chien atteint d'hydrophobie. Quant à l'autorisation légale, elle ne doit être accordée qu'à bon escient et à des personnes dont la conduite et la moralité offrent des garanties suffisantes.

Le port d'armes de guerre sera puni d'une amende de 26 à 200 francs; c'est la même pénalité que celle qu'établit l'art. 317 du Code pénal, relatif aux armes prohibées.

Si le coupable ainsi armé fait partie d'un rassemblement, il pourra en outre être condamné à un emprisonnement de 8 jours à 3 mois.

Le rassemblement dont il est ici question, est évidemment un rassemblement pouvant inspirer quelques craintes au point de vue de l'ordre public, et dès lors la disposition est parfaitement justifiée; mais s'il est juste de punir de l'emprisonnement le porteur d'une arme de guerre lorsqu'il se trouve dans un rassemblement, il est juste et logique de punir également celui qui se trouve dans un rassemblement, étant porteur d'une arme prohibée, puisque le port de ces deux espèces d'armes est mis sur la même ligne et frappé de la même pénalité.

Votre Commission vous propose en conséquence d'ajouter à l'article un paragraphe ainsi conçu;

« La même peine sera appliquée à celui qui, dans un rassemblement, sera » trouvé porteur d'une arme prohibée. »

Les articles 2 et 3 n'ont donné lieu à aucune observation.

Votre Commission a l'honneur de vous proposer l'adoption du Projet de Loi avec l'amendement ci-dessus transcrit.

Le Président-Rapporteur,
Baron D'ANETHAN.